

Très gros succès de la manif anti lgv organisée notamment par le Cade (dont attac pays basque est membre)

Ci dessous une dépêche de france 3

La réunion de ce matin où étaient présentes de nombreuses associations anti lgv (notamment italienne, bretonne, limousine, de nombreux départements aquitains, de l'est de la france, des alpes, des asturies et bien sûr du pays basque) était particulièrement intéressante et a débouché sur un mouvement déjà européen consacré par la signature d'une Charte (voir fin de l'article)

Claire attac pays basque



Près de 20 000 opposants se sont rassemblés, venus de tout le Sud-Ouest mais aussi d'Espagne et d'Italie.

Plus qu'une manifestation contre la nouvelle ligne Bordeaux - Bayonne, c'est un large mouvement européen contre toute nouvelle construction de ligne qui est né aujourd'hui à Hendaye.

En tête de cortège des dizaines de tracteurs conduits par les agriculteurs dont les exploitations sont menacées par le tracé.

Dans la foule, des élus locaux, de nombreuses associations de défense de l'environnement, des riverains, des représentants politiques hostiles à un "modèle de développement dépassé".

Au total près de 20 000 personnes, venues de toute la France et aussi d'Espagne. La manifestation, qui concernait initialement le seul projet de ligne à grande vitesse (LGV) traversant le Pays basque, a pris une ampleur inattendue.

Une fronde européenne anti-LGV est née

C'est un véritable mouvement européen anti-LGV qui est né avec la signature notamment de la "Charte d'Hendaye" (voir encadré ci-dessous).

"LGV: à qui profite le crime?", "les dés ne sont pas jetés: la LGV doit être arrêtée" ou encore "n'endettions pas nos enfants", sont quelques uns des slogans que l'on pouvait lire sur les nombreuses banderoles déployées.

Les manifestants se sont rendus d'Hendaye à Irun au pays basque espagnol en traversant un pont au-dessus de la Bidassoa, le fleuve frontalier entre la France et l'Espagne, en signe de solidarité de part et d'autre de la frontière dans la lutte anti-LGV.

Les partis autonomistes, sans exception, et les mouvements écologistes du Pays basque participaient à la manifestation, tout comme les maires et élus des 29 communes dont les populations sont directement concernées par la nouvelle ligne à grande vitesse, entre Bayonne et Hendaye, prévue par Réseau Ferré de France (RFF).

Des collectifs anti-LGV sont venus du Pays basque espagnol, d'autres départements français concernés par le projet de LGV Sud-Europe-Aquitaine, comme la Gironde et les Landes, mais aussi de l'ouest et l'est de la France, de même que certaines associations venues d'Italie.

Les représentants du parti Europe Ecologie faisaient également partie des manifestants estimant que le projet d'ensemble de LGV, entre Bordeaux et l'Espagne, est "inutile, ruineux et destructeur".

Les opposants basques, menés par le Collectif d'associations de défense de l'environnement (CADE), militent pour l'abandon du projet au profit d'une modernisation de la voie ferrée existante.

La dernière grande manifestation anti-LGV avait réuni quelques 10 000 personnes à Bayonne le 17 octobre dernier.

Une "Charte d'Hendaye" pour tous les anti-LGV d'Europe

Les associations anti-LGV et collectifs écologistes réunis à Hendaye ce samedi viennent d'adopter un texte commun, baptisé "Charte d'Hendaye".

L'objectif est de fédérer les mouvements européens opposés à la construction de nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse.

Ce texte a été adopté par les responsables de dizaines de collectifs et mouvements politiques de France,

d'Espagne et d'Italie, réunis avant la manifestation. Il dénonce des projets qui constituent "un désastre écologique, socio-économique et humain" pour les zones traversées. Les nouvelles lignes "se fondent systématiquement sur des hypothèses de trafic et de rentabilité socio-économiques fausses ainsi que sur une sous-estimation des coûts de réalisation", indique cette "déclaration commune du 23 janvier 2010".

"La priorité octroyée aux LGV se fait, avec un coût colossal, au détriment du trafic de proximité (...) et du développement des réseaux ferroviaires existants qui ne sont ni entretenus ni optimisés", poursuit ce texte, préconisant le développement des "services publics de transport en commun".

Les adversaires des nouvelles lignes estiment que "la construction des LGV (...) est contraire à la notion de développement durable" tandis que "l'expansion aberrante des transports, déchaînée par le capitalisme globalisé", favorise la "délocalisation sauvage".

Le texte appelle la Commission européenne et le Parlement européen à une "réflexion sur l'absurdité et la non-nécessité de grandes infrastructures".

Il demande dans un premier temps aux gouvernements français, espagnol et italien "l'arrêt immédiat des travaux et projets de LGV pour entamer un débat public uniforme au niveau européen".

les radios nationales ont relayé notre manif. France Infos, Europe1, RTL

Toutes les chaînes télé d'Italie ont parlé des 40 000 manifestants de Suse, des 20 000 de chez nous et de la déclaration.

F3 a annoncé 17 000

A2 aurait annoncé 15 à 20000

Interviews dur M6 et Politis

SUD-OUEST TRANSPORT. La manifestation organisée à Hendaye par les opposants à la LGV a réuni entre 13.000 et 15.000 participants ce samedi-SUD OUEST 24/01/10

3Fxtor%3DADC%2D6" ^7482331 ^16483 creditagrico adv ak.bluestreak.com>



(photo Jean-Daniel Chopin)

» [\[PORTFOLIO\] Les images de la manifestation anti-LGV à Hendaye](#)

La participation à la manifestation des opposants à la LGV est estimée entre 13.000 participants selon la police, et 15.000 participants selon les organisateurs. Elle est supérieure à la mobilisation constatée à Bayonne : environ 10.000 personnes avaient défilé le 17 octobre dernier.

" Je suis très **satisfait de la journée** et de cette mobilisation. C'est un signal très fort à tous ceux qui s'obstinent aveuglément pour imposer la LGV" indique Victor Tachon, président du CADE (collectif d'associations de défense de l'environnement à l'initiative de cette manifestation).

La manifestation a débuté à 16h30. **Des gens du Pays Basque bien sûr, mais aussi des Landes, de la Gironde notamment étaient présents.**

Le cortège était ouvert par 70 tracteurs d'agriculteurs du Pays Basque. Des élus portant l'écharpe tricolore étaient en tête. A noter, la présence du député-maire Vert de Bègles (Gironde), Noël Mamère.

Parmi les manifestants, Jean-Philippe, Romain et Amaelle, de la vallée d'Albret (villages proches de Casteljaloux) sont touchés de plein fouet par le fuseau. "On est tous plus ou moins touchés, tous concernés par le fait que la LGV va traverser la forêt des Landes, plutôt qu'un aménagement de la ligne existante. Le rapport qualité-prix ne nous convainc pas."

Comme pour beaucoup, la LGV va influencer le vote des Lot-et-Garonnais aux régionales. "Que les candidats le sachent, ça va compter dans notre choix !" annoncent de concert les trois manifestants.

Motion pour l'arrêt immédiat des travaux

Une vingtaine d'associations et de collectifs de France, d'Espagne, et d'Italie opposés aux lignes à grande vitesse en Europe ont signé en fin de matinée à Hendaye une **motion qui demande l'ouverture au niveau de l'Union européenne d'une "réflexion sur l'absurdité et la non-nécessité des grandes infrastructures** et une révision profonde de la stratégie de l'Union relative aux transports européens", et aux gouvernements français, italiens et espagnols **"l'arrêt immédiat des travaux et projets LGV"**.

Cette motion va être envoyée aux députés européens et aux gouvernements français, espagnols et italiens. Elle constitue le prélude à la manifestation des opposants à la LGV qui débute à 16 heures à Hendaye.

EITB :

Des représentants du Pays Basque, de France, d'Espagne et d'Italie ont annoncé "la création d'un refus européen" de la LGV, en préambule de la manifestation d'Hendaye, qui a réuni 15.000 personnes.



[agrandir image](#)

A quelques heures de la [manifestation](#) contre les nouvelles voies LGV en Pays Basque, qui a réuni près de 15.000 manifestants, les représentants de plusieurs collectifs d'opposition venus de toute l'Europe ont signé une déclaration commune, "la Charte d'Hendaye", appelant à l'arrêt de ce projet ferroviaire transnational et à la prise en compte des exigences des citoyens des pays membres.

Réunis sous la même banderole, "la LGV, ni ici ni ailleurs", le CADE, le collectif AHT Gelditu, le collectif italien "No TAV", le collectif "Ain-Dauphiné-Savoie contre les nouvelles voies", un collectif des Asturies et un autre en prise avec le LGV Rhin Rhone ont décidé de "réunir leurs forces et mieux faire entendre leurs voix, les problématiques étant partout les mêmes".

Dans cette déclaration commune du 23 janvier 2010, ce front commun européen fait le même constat d'un "désastre écologique, socio-économique et humain" généré par ce projet, ainsi que "l'incapacité de la population de participer aux prises de décision".

Arguant que ces nouvelles lignes se font "systématiquement sur des hypothèses de trafic fausses pour un projet dont l'utilité n'est ni démontrée ni discutée", le nouveau collectif s'adresse désormais à la Commission Européenne et au Parlement européen pour remettre en question "l'absurdité des grandes infrastructures des transports", ainsi qu'"une révision complète de la stratégie de l'UE qui s'y rapporte".

La Charte d'Hendaye sera également envoyée aux gouvernements de la France, de l'Italie et de l'Espagne pour que soit actée "l'arrêt immédiat des travaux et projets de la LGV", tant que ne sera pas organisé "un véritable débat public uniforme à niveau européen sur le modèle d'aménagement du territoire et de société sous-jacent à ce développement effréné des LGV".

Le collectif européen réclame "la régénération des voies existantes, la décroissance des transports liée à une transformation profonde du modèle économique et social de l'Europe, en faisant de la proximité une priorité".

TRANSPORTS. 15 000 opposants venus de toute la région ont participé samedi à la première manifestation transfrontalière entre Hendaye et Irún

LE FORCING DES ANTI-LGV



Entre 13 000 et 15 000 personnes de toute la région pour dire non à la LGV. (photo Jean-Daniel Chopin)

En savoir plus

[PORTFOLIO] Les images de la manifestation anti-LGV à Hendaye

Lire aussi

La charte européenne d'Hendaye est signée
Nouveau front commun des opposants à la LGV
Le tracé sud de la future LGV est décidé [+CARTE]
Riverains et écologistes s'opposent au projet
Dernières négociations difficiles
Ce qu'il faut savoir sur la LGV
Le comité de pilotage a défini les fuseaux de 1.000 mètres [+ CARTE]
La LGV toujours bloquée sur la Côte basque
LGV à Agen : « un accélérateur de développement »

Entre 13 000 et 15 000 personnes. La manifestation anti-LGV, organisée hier à Hendaye, a réuni plus de monde que le premier mouvement lancé à Bayonne le 17 octobre dernier (10 000 personnes environ). Les associations hostiles aux lignes ferroviaires nouvelles, à l'origine de cette nouvelle mobilisation, affichent le sourire. « Je suis très satisfait de la journée, confie Victor Pachon, président du Cade (collectif d'associations de défense de l'environnement). La déclaration européenne (lire ci-dessous) et cette forte mobilisation sont un signal fort envoyé à tous ceux qui s'obstinent aveuglément pour les LGV. S'ils persistent, il faudra qu'ils assument de passer contre l'avis de la population. »

À deux mois des élections régionales, il vise implicitement les élus qui se prononcent en faveur de la LGV. « Notre consigne, c'est de ne donner aucune voix à ceux qui sont pour la LGV », assure le patron du Cade. Les élus présents à la manifestation partageaient l'analyse. « La population se mobilise de plus en plus, constate Jean-Louis Laduche, maire d'Ascain. Cela nous conforte dans notre idée que la population soit entendue et sonne comme un sérieux avertissement au président de Région. »

Dans le cortège, les manifestants venus de tout le Sud-Ouest ne se cachaient d'ailleurs pas pour dire que la LGV influencerait leur vote dans deux mois. « Oh oui, cela va influencer mon vote, cela va même l'influer beaucoup », confie par exemple Alain, de Villefranque (64), dont la maison se situe sur le périmètre d'étude retenu par le comité de pilotage du 11 janvier.

Seule Europe Écologie était représentée par sa tête de liste Monique de Marco. Noël Mamère et Marie Bové étaient également présents. En revanche, les conseillers régionaux du sud du Pays basque, Sylviane Alaux (PS) et Peyuco Duhart (UMP), également maire de Saint-Jean-de-Luz, étaient absents.

Friture sur les lignes

Mais la politique était reléguée au second plan des préoccupations des manifestants réunis à Hendaye. L'annonce du fuseau rétréci à 1 000 mètres, tant pour la ligne Bordeaux-Hendaye que pour la Bordeaux-Toulouse, a motivé les opposants à redoubler d'efforts pour faire entendre leur courroux.

De nombreuses banderoles de Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne ont garni le défilé aux côtés des Basques français et espagnols. « Nous sommes situés dans le fameux triangle des deux LGV, explique Philippe Courbe, maire de Bernos-Beaulac dans le Sud-Gironde. Une quinzaine de maisons sont menacées, alors que nous sommes dans une zone Natura 2000. La vallée est déjà impactée par l'A 65, il y a des enjeux environnementaux, et l'on n'en tient pas compte. »

Jean-Philippe, Romain et Amaelle sont venus de Fargues-sur-Ourbise (47). « On est tous concernés par ce tracé qui va traverser la forêt des Landes. Pourquoi ne pas aménager la ligne existante ? se demande Jean-Philippe. En plus, je ne suis pas convaincu par le rapport qualité-prix. » « Aucune discussion n'est possible, les méthodes de RFF me choquent », complète Amaelle. Ils seront à Nérac le 6 mars pour la première manifestation d'opposants organisée dans le Lot-et-Garonne.

73 tracteurs en tête

Le manque de concertation, l'environnement et l'argent sont les revendications récurrentes des opposants. « Quand on voit tous les milliards que cela va coûter et que l'on n'est pas capable de trouver quelques milliers d'euros pour arranger nos virages, c'est inadmissible, peste Charles, du quartier Béhobie à Urrugne (64). Bien sûr qu'il faut préparer l'avenir, mais pas en gaspillant autant d'argent. »

Ils sont déterminés et ne veulent pas lâcher. « Oui, nous sommes confiants, et nous allons continuer à nous battre », prévient Maria d'Urrugne.

La manifestation, ouverte par 73 tracteurs d'agriculteurs du Pays basque, a duré plus de deux heures, entre Hendaye et Irún, sans le moindre incident.

Des élus et des représentants d'associations ont pris la parole pour clore la journée. « La population de nos territoires conteste la ligne nouvelle, il est de notre devoir, en tant qu'élus, de les défendre », affirme Michel Hiriart, président de la Communauté de communes Sud-Pays basque. « J'espère maintenant que l'on sera entendu par le gouvernement pour nommer un médiateur », déclare Odile de Coral, maire d'Urrugne.

TRANSPORTS. Une vingtaine d'associations de France, d'Espagne et d'Italie votent une motion contre les LGV

LA CHARTE EUROPEENNE D'HENDAYE EST SIGNÉE



Les associations d'opposants ont signé une motion. (photo j.-d. c.)

Lire aussi

Le forcing des anti-LGV
 Nouveau front commun des opposants à la LGV
 Le tracé sud de la future LGV est décidé [+CARTE]
 Riverains et écologistes s'opposent au projet
 Dernières négociations difficiles
 Ce qu'il faut savoir sur la LGV
 Le comité de pilotage a défini les fuseaux de 1.000 mètres [+ CARTE]
 La LGV toujours bloquée sur la Côte basque
 LGV à Agen : « un accélérateur de développement »

Hier matin, les représentants d'une vingtaine d'associations de France, d'Espagne et d'Italie opposées aux LGV ont échangé leurs expériences et mis en commun leurs idées à travers la signature d'une déclaration commune, baptisée « charte, d'Hendaye ».

« Cela nous engage au plus haut niveau pour un groupe de travail qui va s'étendre à toute l'Europe, un véritable outil. C'est un jour historique », affirme un membre du Cade, à l'initiative de cette motion.

Tous constatent que « ces projets constituent pour les territoires traversés un désastre écologique, socio-économique et humain, sur des hypothèses de trafic et de rentabilité fausses, au détriment du trafic de proximité et de la priorité au maintien et au développement des réseaux ferroviaires existants. »

Face à cela, les associations demandent dans cette charte que « la Commission européenne et le Parlement européen ouvrent une réflexion sur l'absurdité et la non-nécessité des grandes infrastructures, et une révision profonde de la stratégie de l'Europe sur les transports » et, sur le plan national, que « les gouvernements français, italien et espagnol ordonnent l'arrêt immédiat des travaux et projets de LGV pour entamer un débat public sur le modèle de transport ».

Coïncidence, une manifestation similaire à celle d'Hendaye se déroulait hier à Suze, en Italie, pour dire non à la LGV dans la vallée. « Pour nous, cette charte arrive après vingt et un ans de combat », explique Paolo Prieri, qui représente les associations italiennes. « En Rhône-Alpes, on se bat contre le Lyon-Turin, précise Olivier Cabanel de la coordination Dauphiné-Savoie. On a fait des études, le projet n'est pas rentable, mais ils n'ont pas lâché. »

Une étude en Lot-et-Garonne

Dans la région, après le Pays basque et le sud des Landes, moteurs dans la mobilisation, les associations du Lot-et-Garonne, en vallée d'Albret et Coteaux des Landes et de Gascogne, multiplient les réunions d'information. « De nombreux villages sont concernés, on se mobilise face à la décision brutale de RFF », confie Alain Dewert qui a créé l'association des Coteaux en

décembre. Charles D'Huyvetter, en Albret, a créé sa structure en octobre. « Cela prend comme une traînée de poudre, on comble la carence de communication de nos élus. » Ils constatent néanmoins que depuis l'annonce du fuseau le 11 janvier, les élus se mêlent aux débats. « Un collectif d'élus va lancer une étude indépendante, cautionnée par le président du Conseil général », annonce Charles D'Huyvetter. La motion va être envoyée à Bruxelles via les députés européens et aux trois gouvernements. L'Europe des anti-LGV est sur les rails.

Auteur : P. S

Quelques images :

<http://www.youtube.com/watch?v=pAtWSXU6Fgc>

<http://www.eitb.com/infos/societe/detail/341315/a-hendaye-la-population-basculé-dans-lopposition/>

Lignes à Grande Vitesse

A Hendaye, "la population a basculé dans l'opposition"

Ramuntxo Garbisu - 23/01/2010 | eitb.com |

A l'issue de l'imposante manifestation de samedi, les collectifs d'opposants et des élus du Pays Basque ont exprimé un même "LGV ? Ni ici ni ailleurs !", et défié ceux qui imaginent passer en force.

A l'issue de l'imposante manifestation de samedi, les collectifs d'opposants et des élus du Pays Basque ont exprimé un même "LGV ? Ni ici ni ailleurs !", et défient ceux qui imaginent passer en force.

Que les opposants aient été 13.000 selon la police ou 20.000 selon les organisateurs avait moins d'importance que l'énergie commune qui s'est dégagée de l'imposante manifestation contre de nouvelles voies LGV en Pays Basque nord de ce samedi 23 janvier 2010 à Hendaye.

Après la signature dans l'après-midi d'une charte européenne destinée à promouvoir un autre type d'aménagement du territoire pour les citoyens européens, dite "Charte d'Hendaye", la mobilisation de ce samedi aura cristallisé **le sentiment d'un refus incontournable** d'une opposition populaire qui s'inscrit sans faiblir dans la durée.

"On ne peut plus ignorer cette mobilisation populaire, ce mouvement produit des craquements dans toutes les lignes politiques avant les Régionales, ce qui nous conforte face aux obstinés de la LGV", confiait le porte-parole du CADE durant la

manifestation qui, débutée à la gare d'Hendaye, avait investi le carrefour central d'Irun devant le Palais de Justice.

Il aura fallu donner l'ordre au cortège de tête de rebrousser chemin après une demi-heure d'attente, la tête de cortège ayant à peine franchi la Bidassoa à 2 km de là.

Ce samedi l'a clairement établi, **le débat n'est plus technique**, trop d'experts ont démolé les hypothèses sur-évaluées de l'opérateur RFF en termes de voyageurs ou de fret.

L'heure est bien **au combat politique**, avec le durcissement des opposants, élus ou non, à huit semaines des Régionales, pour lesquelles le slogan le plus incisif sera celui de "*Pas une voix pour les pro-LGV !*".

Un message qui a gagné bien au-delà des limites du Pays Basque nord (ou sud), avec la présence de collectifs venus des Landes, du Sud Gironde, du Lot-et-Garonne, du Tarn et Garonne, de Bretagne, du Rhin et du Rhône, de Poitou-Charentes, des Asturies ou d'Italie.

Après deux heures de macadam foulé, dans un ensemble aussi coloré qu'uni, aussi hétérogène a priori que compact a posteriori, l'évidence partagée ce samedi est que, désormais, "*la population est passée dans l'opposition*", comme l'ont clamé élus et porte-paroles des collectifs.

Sans doute est-ce le Conseiller Général de St Pierre d'Irube, Alain Iriart, qui aura trouvé **les mots les plus déterminés** pour décrire "*des élus locaux méprisés, maltraités*", désormais totalement en phase avec "*une population qui demande à être écoutée*".

"*Nous ne nous coucherons pas ! Nous voulons vivre debout !*" fut sa conclusion très applaudie par un très grand nombre de manifestants encore présents.

Côté Pays Basque sud, l'adjointe au Maire d'Atxondo en Biscaye, Onintze Oleaga, a exprimé pour sa part que "*ni la criminalisation des villages basques ni la répression contre les opposants à la LGV ne parviennent à enrayer notre mouvement*".

Avant de conclure : "*Le Pays Basque est tout petit, mais il crie à l'unisson le même mot d'ordre : AHT EZ !*" (LGV non !)

De Bayonne à Langon, d'Euskadi à Toulouse, désormais, ces voix entendent bien faire reculer "un projet insensé", "un déménagement du territoire", avant que Victor Pachon ne prononce les derniers mots des représentants des collectifs.

"Au Pays Basque, à Toulouse, à Bordeaux, en Italie et en Espagne, il y a le feu partout parce que l'on nous a piétinés ! Une simple étincelle peut mettre le feu à la plaine et ces incendiaires jouent encore avec des allumettes ? Chiche !".

Parmi les manifestants, le député Verts Noël Mamère et la tête de liste Europe-Ecologie de Gironde Marie Bové, absents lors de la manifestation du 17 octobre dernier à Bayonne, ont pu mesurer combien, sur ce chemin du **basculement de la population**, les futurs élus de la Région Aquitaine auraient à tenir compte de cette journée du samedi 23 janvier 2010 à Hendaye.

Imposante manifestation transfrontalière anti-LGV entre Hendaye et Irun

De Dominique PETTIT (AFP) – Il y a 6 heures

HENDAYE — Une imposante manifestation anti-LGV transfrontalière a réuni samedi entre Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) et Irun (Espagne) quelque 13.000 personnes selon la police, entre 15.000 et 20.000 selon les organisateurs.

Les militants venus de France, d'Espagne et d'Italie, membres de collectifs écologistes et de mouvements politiques, ont clamé leur hostilité aux projets de nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse, esquissant un mouvement anti-LGV à vocation européenne.

L'appel à manifester, qui concernait initialement le seul projet de ligne à grande vitesse (LGV) traversant le Pays basque, avait été repris par de nombreuses associations de défense de l'environnement, de riverains et de mouvements politiques hostiles à un "modèle de développement dépassé".

"LGV: à qui profite le crime?", "les dés ne sont pas jetés: la LGV doit être arrêtée" ou encore "n'endettions pas nos enfants", pouvait-on lire parmi la forêt de banderoles et de pancartes déployées dans un défilé organisé en un va-et-vient de la gare d'Hendaye jusqu'au centre-ville d'Irun, distant d'environ 2 kilomètres.

Les manifestants, escortés par près d'une centaine de tracteurs provenant d'exploitations basques "menacées" par la LGV, ont gagné Irun en traversant un pont au-dessus de la Bidassoa, le fleuve frontalier entre la France et l'Espagne.

Les partis autonomistes, sans exception, et les mouvements écologistes du Pays basque participaient à la manifestation, tout comme les maires et élus des 29 communes dont les populations sont directement concernées par la nouvelle ligne à grande vitesse,

entre Bayonne et Hendaye, prévue par Réseau Ferré de France (RFF). Une centaine d'élus, ceints de leur écharpes tricolores, s'était placée en tête de cortège.

Des collectifs anti-LGV sont venus du Pays basque espagnol, et de plusieurs départements français concernés par le projet de LGV Sud-Europe-Aquitaine, comme la Gironde et les Landes, mais aussi de l'ouest et l'est de la France, de même que certaines associations venues d'Italie.

"Aujourd'hui, l'opinion publique a basculé", a déclaré à l'AFP Victor Pachon, président du Collectif des associations de défense de l'environnement (CADE), l'un des principaux organisateurs de la manifestation.

Il s'est félicité de "l'extension européenne" que connaît le mouvement anti-LGV, et dont la manifestation de Hendaye sera, selon lui, le point de départ et le symbole.

Les associations anti-LGV et collectifs écologistes réunis à Hendaye ont adopté samedi un texte commun, baptisé "Charte d'Hendaye", destiné à fédérer les mouvements européens opposés à la construction de nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse.

Le texte, adopté par les responsables d'une vingtaine de collectifs et mouvements politiques de France, d'Espagne et d'Italie, avant le démarrage de la manifestation, dénonce des projets qui constituent "un désastre écologique, socio-économique et humain" pour les zones traversées.

Parmi les formations politiques françaises hostiles aux projets de RFF figure notamment Europe Ecologie, qui avait appelé à manifester à Hendaye, estimant que le projet d'ensemble de LGV, entre Bordeaux et l'Espagne, est "inutile, ruineux et destructeur".

Noël Mamère et Marie Bové ont participé à la manifestation, de même de Monique De Marco, tête de liste du mouvement écologiste en Aquitaine.

Le 17 octobre dernier, quelque dix mille personnes avaient déjà défilé dans les rues de Bayonne pour clamer leur hostilité au projet.

Manif Hendaye, une vidéo en français assez complète sur FR3 : le 19/20 du 23/01/10, visible pendant 8 jours :

http://jt.france3.fr/regions/popup.php?id=b33a_1920